

**Economie politique**

*Dictionnaire*

Economie  
politique

---

**Dictionnaire**

---



*Editions du Progrès Moscou*

---

Sous la direction du professeur M. VOLKOV (coordinateur),  
du professeur A. SMIRNOV, du chargé de cours I. FAMINSKI

Traduit du russe

*Titre original:*

Политическая экономия, Словарь

© Политиздат, 1981

© Editions du Progrès, 1983, pour la traduction française

П  $\frac{0601000000-566}{014(01)-83}$  144-82

a

ACCISE — sorte d'impôt indirect qui taxe certains produits de grande consommation (vins et spiritueux, tabacs, sel, allumettes, essence, huiles minérales, etc.). L'impôt est acquitté par le fabricant ou le vendeur du produit. L'accise est incorporée au prix de la marchandise ou au tarif des services, elle est donc à la charge du consommateur, surtout des couches pauvres de la société. « Les contributions indirectes, qui portent sur les objets de première nécessité, sont très injustes. Elles pèsent de tout leur poids sur les pauvres, créant un privilège pour les riches. Plus un homme est pauvre, plus est grande la part de son revenu qu'il abandonne à l'Etat au titre des contributions indirectes » (V. LÉNINE: *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 5, p. 342). A l'époque où s'établissait le capitalisme, le système des accises avait un caractère universel. Ainsi, au XVIII<sup>e</sup> siècle, en Angleterre, on comptait 200 sortes d'accises. Dans la Russie tsariste, les accises et le monopole des spiritueux constituaient jusqu'à la moitié des recettes budgétaires. A l'heure actuelle, le capitalisme contemporain tend également à élargir l'éventail des produits frappés de l'accise. L'accise dite générale, qui porte sur la totalité du chiffre d'affaire de l'industrie et du commerce, est très répandue. C'est une importante source de recettes pour les Etats capitalistes. Dans le budget fédéral des Etats-Unis la part des taxes et impôts indirects a représenté dans l'exercice financier de 1976/1977 environ 10 % des recettes. Dans ce pays, une partie considérable des impôts indirects est concen-

trée dans les budgets des Etats et organes locaux du pouvoir pour lesquels ils constituent une des principales sources de recettes. Les accises sont courantes dans certains pays en voie de développement. Selon les données dont on dispose, la part des accises dans les recettes de l'Etat représentait, au milieu des années 70, 53 % en Inde, 51 % en Argentine, 70 % au Brésil. En U.R.S.S., les accises étaient prélevées dans la période de la *\*Nouvelle politique économique* (NEP). La réforme fiscale de 1930-1931 a supprimé cet impôt. Dans les pays socialistes d'Europe, les accises ont été abrogées en 1948-1949.

ACCUMULATION DU CAPITAL — conversion de la plus-value en capital. « Si, au lieu d'être dépensée, la plus-value est avancée et employée comme capital, un nouveau capital se forme et va se joindre à l'ancien. On accumule donc en capitalisant la plus-value » (K. MARX: *Le Capital*, Livre premier, Ed. Sociales, 1976, p. 412). Si dans la théorie de la plus-value Marx examine la création de la *\*plus-value* à partir du *\*capital*, dans la théorie de l'accumulation il montre comment le capital apparaît à partir de la plus-value. Dans le cas de la *\*reproduction capitaliste* élargie la plus-value se décompose en une partie accumulée et une partie consommée: le capital et le revenu. En achetant la *\*force de travail*, le capitaliste la paie grâce à la plus-value qui est le résultat du travail antérieur impayé des ouvriers. C'est là l'essence de classe de l'accumulation capitaliste. Le volume de l'accumulation dépend d'une série de facteurs, avant tout de la grandeur de la plus-value. Plus la masse de plus-value est grande, plus larges sont les possibilités d'accumulation. Dans la recherche de l'accroissement de la plus-value les capitalistes intensifient l'exploitation. Si le salaire des travailleurs est inférieur à la valeur de la force de travail,

une partie du fonds de consommation des ouvriers passe dans le fonds d'accumulation du capital. D'où le désir constant des capitalistes d'abaisser le niveau de vie des travailleurs. L'accumulation est favorisée par l'élévation de la productivité du travail social. La baisse de la valeur des biens de consommation qui s'ensuit, mène à la dévalorisation de la force de travail et permet aux capitalistes — le *\*capital variable* restant au même niveau — d'embaucher plus d'ouvriers. La réduction de la valeur des moyens de production leur donne la possibilité d'acheter plus de machines, de matières premières et d'autres objets de travail en les payant avec la partie de la plus-value qui se transforme en *\*capital constant* supplémentaire. Le volume de l'accumulation est aussi influencé par la différence entre le capital engagé et le capital consommé, différence qui s'accroît avec le progrès technique. Les machines, les biens d'équipement et autres moyens de travail participent au procès de production dans leur intégralité, mais leur consommation est partielle, car ils reportent par fraction leur valeur sur le produit fini. Les services qu'ils rendent sont donc gratuits, de même que les forces de la nature. L'accumulation est aussi fonction de la grandeur du capital avancé. Les taux d'exploitation étant égaux, la masse de la plus-value dépend du nombre des ouvriers exploités à un moment donné, tandis que celui-ci est déterminé en premier lieu par la grandeur du capital fonctionnant. Par conséquent, les proportions de l'accumulation augmentent avec l'accroissement du capital. En dernière analyse, tous les facteurs contribuant à l'accumulation aboutissent à l'accroissement de l'exploitation des travailleurs et à l'aggravation des contradictions du régime capitaliste. L'accumulation du capital se réalise sous deux formes : *\*concentration du capital* et *\*centralisation du capital*. Le développement historique

de ces deux formes a abouti à l'apparition des monopoles (voir *Monopoles capitalistes*) et, à une certaine phase, à la domination du capital monopoliste, à l'*\*impérialisme*. L'élargissement des dimensions de la production au cours de l'accumulation capitaliste s'accompagne d'un progrès technique. Le capitalisme développé, possédant une base technique adéquate — la grande industrie mécanique — se caractérise par le progrès de la *\*composition organique du capital*, par des changements constants dans le domaine de la technique et de la technologie de la production. Lorsque sa composition organique s'accroît, le capital s'accumule avec une diminution relative de la masse de travail vivant par rapport à la masse des moyens de production. Il s'ensuit une intensification de l'exploitation des ouvriers employés dans la production, la formation toujours plus poussée d'une *\*surpopulation relative*, l'élargissement de l'armée des sans-travail (voir *Chômage*). Les antagonismes de classe de la société capitaliste s'aggravent. A partir de l'analyse du processus de transformation de la plus-value en capital et de l'étude des facteurs influençant ce processus, Marx a formulé la *\*loi générale de l'accumulation capitaliste* et a montré l'inévitabilité, qui en découle, de l'aggravation relative et absolue de la situation du prolétariat. Dans les conditions actuelles, l'accumulation du capital présente un certain nombre de particularités. Les progrès de la science et de la technique ainsi que l'aggravation de la lutte concurrentielle entraînent une élévation du niveau minimal nécessaire de l'accroissement du capital. C'est pourquoi, le cercle des capitalistes capables de réaliser l'accumulation par leurs propres forces se restreint. Seule l'oligarchie monopoliste de la bourgeoisie bénéficiant du soutien économique de la part de l'Etat peut y parvenir. La moyenne bourgeoisie dépend toujours plus des monopoles, la petite bourgeoisie se trouve ruinée. La popu-

lation se prolétarise à des cadences élevées. D'autre part, la grande bourgeoisie a la possibilité de faire progresser systématiquement l'accumulation grâce au profit élevé de monopole. La *\*contradiction fondamentale du capitalisme* s'aggrave. Le capitalisme se présente toujours plus comme une société sans avenir.

**ACCUMULATION PRIMITIVE DU CAPITAL** — processus historique durant lequel les producteurs directs (avant tout les paysans) sont réduits de force à l'état d'ouvriers salariés, tandis que les *\*moyens de production* et les ressources monétaires se transforment en *\*capital*; l'accumulation primitive est un processus préalable à la naissance du capitalisme. Elle est la conséquence du développement des *\*forces productives* et de l'extension des rapports marchands. La *\*manufacture* en développement exigeait une main-d'œuvre libre. Ceci fut rendu possible par l'expropriation des paysans et des petits artisans et par l'affranchissement des serfs. Sous sa forme classique, ce processus s'est déroulé en Angleterre dans la période allant du dernier tiers du XV<sup>e</sup> s. jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> s. La manufacture lainière en extension favorisait l'élevage des moutons. C'est pourquoi, les féodaux ont commencé à étendre les pâturages en s'emparant des terres communales et en chassant les paysans de leur exploitation. L'Etat adopta des lois sur la clôture des terres communales. La Réforme s'accompagna de la prolétarianisation des paysans exploitant les terres de l'Eglise. Ensuite, les terres de l'Etat ont été dilapidées. On en faisait don, on les vendait à vil prix, on les annexait aux domaines privés. Le processus de prolétarianisation forcée de la population rurale s'acheva par le prétendu «*éclaircissement des biens-fonds* (clearing of estates)» qui signifiait l'expulsion des travailleurs de leurs terres. Les paysans ruinés étaient réduits à l'état de mendiants et de vagabonds. Au

moyen d'une cruelle législation, la masse des petits producteurs spoliés devenaient des ouvriers salariés des entreprises capitalistes. A mesure que se formait le prolétariat, les richesses s'accumulaient entre les mains d'un groupe peu nombreux de propriétaires devenus capitalistes. Les méthodes de l'accumulation primitive du capital sont variées mais elles reposent toutes sur la violence, la spoliation et le pillage. Ce sont les conquêtes coloniales, le système d'emprunts d'Etat, le système fiscal et la politique du protectionnisme. Le pouvoir d'Etat jouait le rôle d'une force coercitive, organisée et concentrée, qui contribuait à la transformation du régime féodal en régime capitaliste. K. Marx écrivait: «...le capital y arrive suant le sang et la boue par tous les pores» (K. MARX: *Le Capital*, Livre premier, Ed. sociales, Paris, 1976, p. 555). En Russie, l'accumulation primitive du capital fut principalement impulsée par l'abolition du servage et par l'expropriation des paysans au cours de la réforme de 1861 que V. Lénine considérait comme «un «*nettoyage des terres*» au profit du capitalisme» (V. LÉNINE: *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 13, p. 291).

**ACCUMULATION SOCIALISTE** — utilisation planifiée d'une partie du *\*revenu national* de la société socialiste en vue de développer et d'élargir les sphères productives et non productives de la production sociale, ainsi que de créer les réserves matérielles et financières. Elle assure la croissance et l'extension de la production, la création de la *\*base matérielle et technique du communisme*, le plein emploi de la population apte au travail, l'élévation du bien-être du peuple. Elle s'effectue au moyen du produit net (surproduit) et se présente dans le revenu national en tant que *\*fonds d'accumulation*. L'accroissement annuel du volume du fonds d'accumulation va de pair avec le développement de la production socia-

le, l'augmentation du revenu national, mais sa part relative dans ce dernier ne change pratiquement pas. L'accumulation socialiste se réalise en premier lieu sous forme d'investissements dans l'économie nationale (voir *Investissements sous le socialisme*). La majeure partie des moyens sert à augmenter les *\*fonds fixes de production* et les *\*fonds circulants* des secteurs de la production matérielle ainsi que les fonds non productifs dans la sphère socio-culturelle et de la construction de logements. Contrairement à l'accumulation capitaliste qui évince les travailleurs de la production, augmente le *\*chômage*, l'accumulation socialiste garantit le plein emploi de la population apte au travail, donne des garanties matérielles à la réalisation du droit de travail. Dans ce but, une part des investissements est assignée à la création des emplois indispensables dans l'économie nationale. Ce sont les investissements dits démographiques. En outre, les accumulations socialistes peuvent être utilisées pour élever le niveau technique de la production, pour augmenter les fonds par unité de travail. Il s'agit des investissements technologiques. La grandeur de l'accumulation sous le socialisme est déterminée par la *\*loi de l'accumulation socialiste*, conformément à laquelle l'accumulation socialiste doit assurer la croissance continue de la *\*productivité du travail* dans les conditions du plein emploi de la population apte au travail et de l'augmentation maximale des *\*revenus réels* des travailleurs.

**ACTION** — titre témoignant de l'apport d'une certaine somme au capital d'une *\*société par actions* et donnant droit à l'actionnaire de percevoir un revenu annuel — le *\*dividende*. Le profit réparti entre les actionnaires est proportionnel au capital investi par chacun d'eux, selon la quantité d'actions achetées. Le porteur d'une action n'a pas le droit d'exiger de la société le rembourse-

ment du capital qu'il a investi mais il peut vendre l'action sur le marché des valeurs, c'est-à-dire à la *\*Bourse*. La somme figurant sur l'action représente sa valeur nominale. Son prix de vente est le cours de l'action qui, en règle générale, n'est pas identique à sa valeur nominale. La vente d'une action est la vente du droit à un certain revenu. Le cours de l'action dépend directement du revenu distribué et est inversement proportionnel au taux de l'intérêt de prêt. Les cours des actions subissent diverses influences d'ordre politique et économique. Les fluctuations du cours des actions sont à la base des opérations boursières. Par diverses machinations on provoque artificiellement la hausse ou la baisse du cours des actions, les gros détenteurs en tirent profit, tandis que les petits actionnaires voient leurs épargnes partir en fumée. C'est ce qui est arrivé, par exemple, lorsqu'à la suite d'une grandiose manœuvre financière et politique, la banque du milliardaire américain Morgan a accaparé en une semaine 1,5 milliard de dollars, ruinant complètement une masse de petits et moyens actionnaires. Il faut distinguer les actions ordinaires des actions privilégiées. Les actions ordinaires donnent à leurs détenteurs le droit de participer aux assemblées générales des actionnaires et leur procurent une quote-part des bénéfices de la société anonyme. Les actions privilégiées sont des titres donnant droit à un revenu stable, selon un pourcentage fixé d'avance. On déduit du total des bénéfices de la société la somme affectée au paiement des actions privilégiées, le solde étant réparti entre les porteurs des actions ordinaires. A la différence des actions ordinaires, la valeur des actions privilégiées est remboursée aux actionnaires à une date donnée. Mais dans certains pays, ces actions ne donnent pas à leurs porteurs le droit de vote aux assemblées générales des actionnaires.

« ACTION COMMUNE POUR LE DÉVELOPPEMENT » (théorie de l') — conception bourgeoise qui prétend que l'on peut résoudre par la voie capitaliste les problèmes du développement accéléré et de la modernisation économique des pays en voie de développement. Fondement de la politique du *\*néo-colonialisme*. Exposée en détail en 1969 dans le rapport de la « commission Pearson » qui a analysé les rapports entre les puissances occidentales et les pays en voie de développement au cours des dix années précédentes, à la demande de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement. Selon cette théorie, la structure existante de la *\*division internationale capitaliste du travail*, qui ne réserve aux pays en voie de développement que le rôle de fournisseur de matières premières et de vivres, est dépassée ; il est donc nécessaire de redistribuer mondialement certaines productions, c'est-à-dire de transférer certaines branches de l'industrie, tout d'abord des secteurs liés au traitement primaire des matières premières agricoles et minérales puis la métallurgie et le textile, dans les pays libérés afin d'y produire dans l'avenir des équipements électroniques, de l'énergie atomique, etc. Les auteurs de cette théorie estiment que cette redistribution aboutirait à créer des économies interchangeable entre pays évolués et pays en voie de développement en tant que « partenaires égaux », et contribuerait finalement à les intégrer dans le cadre d'une « communauté mondiale », sous-entendu le système capitaliste mondial. Cette conception met l'accent sur l'essor du commerce et l'augmentation des investissements étrangers, sur la justification théorique de l'activité des multinationales qui pénètrent de plus en plus dans l'industrie de transformation des pays en développement. Il est également prévu d'impulser les efforts de ces pays dans le développement de leur économie, de leur octroyer une « aid »,

dont le rôle, néanmoins, demeure secondaire. La mise en œuvre de cette stratégie permettra aux pays en voie de développement de créer certaines entreprises industrielles mais ils resteront quand même des appendices de la production industrielle mondiale. La structure de leur économie nationale restera arriérée. L'apparition de cette théorie résulte de l'aggravation de la crise de l'économie capitaliste mondiale et, notamment, de la crise des relations entre les pays impérialistes et les pays en voie de développement. Elle traduit la tentative de l'impérialisme de s'adapter à la nouvelle situation qui s'est établie dans le monde contemporain. Le but de cette conception et de la stratégie qui en découle, est de contribuer à approfondir la dépendance des pays en voie de développement vis-à-vis de l'impérialisme.

AGGRAVATION ABSOLUE DE LA SITUATION DU PROLÉTAIRIAT — abaissement du niveau de vie du prolétariat sous le capitalisme. Tout comme l'*\*aggravation relative de la situation du prolétariat*, elle est la conséquence directe de l'action de la *\*loi économique fondamentale du capitalisme* et de la *\*loi générale de l'accumulation capitaliste*. Elle s'exprime par la détérioration de l'ensemble des conditions de vie et de travail, par la dégradation de la condition sociale du prolétariat. L'écart grandissant entre la valeur de la *\*force de travail* et le *\*salaire réel* des ouvriers (voir *Salaire sous le capitalisme*) est l'indice majeur de l'aggravation absolue de la situation des travailleurs. A mesure que se développe la société, les conditions matérielles de vie se modifient, les besoins matériels et culturels de toute la population, y compris de la classe ouvrière, augmentent. Mais le niveau de consommation réelle des biens vitaux recule de plus en plus par rapport au niveau grandissant des besoins. L'aggravation absolue de la situation

du prolétariat sous le capitalisme se manifeste à certaines périodes par un abaissement du salaire réel, ce qui réduit la possibilité de l'ouvrier de satisfaire les besoins indispensables à la reproduction normale de sa force de travail. La situation du prolétariat se trouve aggravée par l'augmentation des impôts, la hausse continue du coût de la vie et des loyers qui absorbent souvent plus d'un tiers du salaire, le coût élevé des soins médicaux. L'intensification du travail influe de plus en plus sur le niveau de vie des travailleurs. L'intensité excessive du travail épuise les forces de l'ouvrier, augmente les accidents du travail et est à l'origine des maladies professionnelles. La situation du prolétariat est particulièrement grave au moment des *\*crises économiques de surproduction* au cours desquelles un très grand nombre d'ouvriers perdent leur emploi (voir *Chômage*). Sous prétexte de combattre le chômage et la hausse des prix, l'Etat bourgeois applique souvent une politique de gel des salaires, il réduit les dépenses pour l'éducation, la protection de la santé, la construction de logement. De ce fait, la situation des larges masses laborieuses ne fait qu'empirer. La militarisation de l'économie, qui ralentit la production civile, entraîne une forte augmentation des impôts, l'inflation, l'intensification du travail et la diminution du salaire réel, aggrave la situation du prolétariat. Sous le capitalisme, il se produit également une aggravation absolue de la situation des couches non prolétariennes de travailleurs. La ruine de la paysannerie et des artisans augmente le nombre de chômeurs, provoque une baisse du salaire des ouvriers qui ont encore un emploi, aggrave leurs conditions de travail. Le prolétariat des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, dont l'économie est faiblement développée et où prédomine le capital monopoliste étranger, subit un double joug: celui du capital étranger et celui du capital

national. Le niveau de vie des travailleurs de ces pays se caractérise par une exploitation outrancière, un taux élevé de chômage, de bas salaires, de mauvaises conditions de travail et d'existence, une misère extrême, une forte mortalité. Le revenu annuel par tête d'habitant y est 20 à 25 fois inférieur à celui des Etats-Unis. La politique réactionnaire pratiquée par le capital monopoliste à l'égard des syndicats et des autres organisations ouvrières, l'offensive contre les droits démocratiques de la classe ouvrière, la législation antiouvrière, sont autant d'entraves à la lutte du prolétariat pour ses droits et ne font qu'aggraver sa situation. Le processus d'aggravation absolue de la situation du prolétariat s'accompagne d'une montée de la *\*lutte des classes* dans les pays capitalistes. La lutte économique des ouvriers pour la défense de leurs intérêts vitaux est en étroit rapport avec la lutte politique de la classe ouvrière et de tous les travailleurs pour l'abolition du régime capitaliste.

AGGRAVATION RELATIVE DE LA SITUATION DU PROLÉTAIRIAT—détérioration de la situation du prolétariat par rapport à la bourgeoisie qui s'enrichit. Tout comme l'*\*aggravation absolue de la situation du prolétariat*, l'aggravation relative est une conséquence directe de l'action de la *\*loi économique fondamentale du capitalisme* et de la *\*loi générale de l'accumulation capitaliste*. Les indices concrets caractérisant l'aggravation relative de la situation du prolétariat sont les suivants: diminution de la part de la classe ouvrière dans le *\*revenu national* et augmentation du *\*taux de plus-value* par l'exploitation des ouvriers, diminution de la part de la classe ouvrière dans le produit social global et dans la richesse nationale. V. Lénine indiquait que sous le capitalisme « la paupérisation relative des ouvriers, c'est-à-dire la diminution de leur

part dans le revenu national est encore plus flagrante. La part comparée des ouvriers dans la société capitaliste qui s'enrichit rapidement devient de plus en plus réduite, car les millionnaires s'enrichissent de plus en plus vite » (V. LÉNINE : *Œuvres*, Ed. sociales, Paris-Moscou, t. 18, p. 451). Ainsi, la part de la classe ouvrière dans le revenu national de l'Angleterre est passée de 42,7 % en 1891 à 26 % en 1963. Aux Etats-Unis, ce chiffre était de 39,3 % en 1909 et de 24,4 % en 1965. Les apologistes du capitalisme font flèche de tout bois pour masquer l'ampleur réelle des bénéfices des capitalistes et minimiser ainsi leur part dans le revenu national. Simultanément, en déterminant la part de la classe ouvrière dans le revenu national, ils ne prennent pas en considération les prélèvements fiscaux sur le salaire des ouvriers; le salaire des ouvriers est porté sur la même ligne que le salaire des hauts fonctionnaires et les revenus d'autres catégories de salariés, ce qui donne une surestimation de la part du prolétariat dans le revenu national. Les économistes bourgeois prétendent qu'une « \*révolution dans les revenus » s'est produite ces derniers temps dans les pays capitalistes, c'est-à-dire que les revenus des ouvriers et des capitalistes sont en train de s'égaliser. Cependant, des faits indéniables attestent que dans les conditions du capitalisme moderne l'écart entre le niveau de vie de la classe des capitalistes et celui du prolétariat s'approfondit. L'aggravation relative de la situation du prolétariat est un facteur essentiel d'aggravation des contradictions de classe dans la société capitaliste.

AMORTISSEMENT — en U.R.S.S., processus de report graduel de la valeur des moyens de travail (au fur et à mesure de leur usure) sur les produits fabriqués en utilisant cette valeur pour reproduire les \*fonds fixes de production. Les moyens de

travail sont sujet à l'usure physique (voir *Usure physique des moyens de travail*), perdant graduellement leur \*valeur d'usage. Il se produit simultanément un processus de report de la valeur des moyens de travail sur les produits fabriqués d'où diminution correspondante de leur valeur. La diminution de la valeur des moyens de travail résulte également de l'usure morale (voir *Obsolescence des moyens de travail*) conditionnée, d'une part, par la réduction du prix due à l'élévation de la productivité du travail dans la fabrication de machines et équipements semblables et, d'autre part, par l'apparition et la généralisation de moyens de travail plus perfectionnés. L'\*autonomie financière prévoit que les entreprises socialistes récupèrent les dépenses engagées pour la reproduction des fonds fixes grâce à la recette fournie par la vente des produits. Cela est réalisé par la constitution d'un fonds d'amortissement — principale source des moyens financiers affectés aux investissements. Conformément aux normes établies par l'Etat chaque entreprise socialiste verse des sommes au fonds d'amortissement qui se compose de deux parties. La première est destinée à la reconstitution partielle (grandes réparations et modernisation) des fonds fixes. 90% de ces ressources restent à la disposition de l'entreprise. La seconde sert à l'entière récupération (rénovation) des fonds fixes. Cette partie est mise partiellement (30 à 45%) à la disposition de l'entreprise, le reste servant à financer les grands travaux de construction de façon centralisée. Les moyens financiers versés au fonds d'amortissement sont la forme monétaire de la valeur des fonds fixes transmise sur les produits fabriqués et entrent dans le \*prix de revient. L'augmentation de la part relative de ces moyens dans les frais de production est une loi objective générale conditionnée par l'accroissement de la \*masse des fonds par unité de travail. Le montant du fonds annuel.

d'amortissement dépend de deux facteurs : de la valeur annuelle moyenne des fonds fixes et du *\*taux d'amortissement*. Ce dernier exprime la part de la somme annuelle des moyens financiers affectés à l'amortissement dans la valeur annuelle moyenne des fonds fixes et indique le temps nécessaire pour récupérer la valeur des fonds fixes. Le taux d'amortissement est fixé séparément pour la rénovation des fonds fixes et pour les grands travaux de réparation. Il se différencie selon les catégories et groupes de fonds fixes. Un taux réduit ralentit le renouvellement des fonds fixes et freine ainsi indirectement le progrès technique, alors qu'un taux excessif amène un accroissement injustifié du coût de production. Un taux d'amortissement économiquement justifié est la condition indispensable à une bonne formation du fonds d'amortissement.

ANARCHIE DE LA PRODUCTION—état chaotique d'une économie nationale se développant de façon inorganisée, non planifiée sous l'action spontanée des *\*lois économiques*. L'anarchie de la production caractérise essentiellement l'économie marchande qui est fondée sur la propriété privée et dans laquelle les producteurs de marchandises agissent isolément, travaillent pour un marché inorganisé, ignorant les besoins réels de la société. L'anarchie de la production s'accompagne de la lutte concurrentielle entre producteurs. Dans cette situation, le caractère spontané de l'action de la *\*loi de la valeur*, tout le mécanisme de son fonctionnement entraînent une différenciation entre les producteurs de marchandises, l'enrichissement des uns et la ruine des autres, etc. Dans des conditions historiques déterminées ceci engendre des *\*rapports de production* capitalistes. Dans une économie capitaliste, l'anarchie de la production, entremêlée à la *\*concurrence*, stimule spontanément l'accroissement de la production quel que soit

le volume de la *\*demande solvable*. Lors du passage de l'économie marchande simple à l'économie capitaliste, qui se caractérise par une production des marchandises à grande échelle, une *\*division sociale du travail* hautement développée, un accroissement de sa productivité, la formation d'un marché national unique et, partant, le développement de la socialisation de la production, l'anarchie de la production prend des proportions énormes, sa force destructrice s'amplifie immensément entraînant de profonds bouleversements économiques et des perturbations de la production sociale. L'anarchie de la production qui, sous le capitalisme, est l'expression de sa contradiction fondamentale, se manifeste par le sous-emploi et le gaspillage d'une partie des forces productives, une dépense excessive du travail social, le *\*chômage*, l'augmentation des dépenses improductives, le développement disproportionné des branches de l'économie, l'aggravation des problèmes de l'écoulement. C'est dans les *\*crises économiques de surproduction* que se manifestent de façon la plus éclatante les effets destructeurs de l'anarchie de la production. En régime capitaliste, le système anarchique de l'ensemble de la production sociale, dans lequel la propriété privée exclut tout développement rationnel et planifié, entre en contradiction avec le haut niveau d'organisation de la production dans les entreprises. Au stade impérialiste, la domination des monopoles approfondit la contradiction entre l'organisation de la production au sein d'un monopole donné et le caractère anarchique de la production dans l'ensemble de la société, accentué par l'omnipotence du *\*capital financier*. Avec l'apparition du *\*système capitaliste d'économie mondiale*, l'anarchie de la production a gagné la sphère des relations économiques internationales et son influence est renforcée par l'internationalisation poussée de la vie économique, ce qui rend inévitable l'inégalité du déve-

loppement de toute l'économie mondiale capitaliste. L'anarchie de la production, née de l'action de lois objectives, ne peut être éliminée par la régulation monopoliste d'Etat des processus économiques, y compris la programmation. L'anarchie de la production ne peut être supprimée que par le passage révolutionnaire de la société à une production nouvelle, socialiste, organisée suivant un plan.

APPROVISIONNEMENT MATÉRIEL ET TECHNIQUE — forme de circulation des marchandises à l'intérieur du secteur d'Etat de l'économie nationale en U.R.S.S., qui garantit aux entreprises les *\*instruments de travail* indispensables (équipements, outils, dispositifs divers, etc.) et les *\*objets de travail* (matières premières, matériaux, semi-produits, combustibles, etc.). Cette forme de circulation des marchandises signifie que certaines entreprises (organisations économiques) font office de fournisseurs de moyens de production, tandis que d'autres en sont les clients. Dans le cadre d'une division sociale du travail hautement ramifiée une seule et même entreprise peut à la fois être cliente d'une multitude d'entreprises fournisseurs et fournir la production utilisée dans différents secteurs. L'approvisionnement matériel et technique est un commerce de gros, une forme de répartition planifiée des moyens de production sur la base des liens organisés et des accords passés entre fournisseurs et clients. Il se réalise soit directement, soit par des intermédiaires (voir *Liens économiques directs à long terme*). L'approvisionnement matériel et technique s'effectue conformément aux proportions, établies entre les branches et prévues par le plan de l'économie nationale, et aux normes fixées pour les dépenses de ressources matérielles par unité de produit. L'Etat (la société) reste toujours propriétaire des moyens de production vendus et achetés. Le plan d'approvisionnement matériel et

technique fait partie intégrante du plan général d'économie nationale du pays (de la république), des plans de production du secteur, des plans de l'entreprise (du groupement). L'extension de la production, l'accélération du progrès scientifique et technique, le développement de la spécialisation et de la coopération de la production, l'augmentation de l'assortiment des produits destinés à la consommation productive, le développement de l'industrialisation du bâtiment et de l'agriculture élargissent la sphère de l'approvisionnement matériel et technique. Le niveau technique de cet important secteur de l'économie nationale s'élève lui aussi: on construit des entrepôts modernes, des moyens de manutention, des moyens de transport, etc. L'organisation de l'approvisionnement matériel et technique en U.R.S.S. est assurée par le Gosstab de l'U.R.S.S., le Comité d'Etat de l'U.R.S.S. pour l'approvisionnement matériel et technique de l'agriculture, les organes d'approvisionnement matériel et technique des républiques fédérées, ceux des ministères et administrations, des entreprises (groupements) et des établissements.

ARISTOCRATIE OUVRIÈRE — élite relativement peu nombreuse et, en règle générale, hautement qualifiée, de la classe ouvrière des puissances impérialistes, soudoyée par la bourgeoisie monopoliste aux frais des surprofits perçus par l'exploitation outrancière des travailleurs de leurs pays, des peuples coloniaux et économiquement peu développés; se constitue au stade du capitalisme monopoliste. La corruption s'effectue de différentes manières: hausse des salaires, amélioration des conditions de logement, octroi de places lucratives dans l'administration, dans les organismes militaro-industriels, les syndicats réactionnaires, la coopération, etc., distribution d'actions des entreprises capitalistes à des conditions avantageuses, etc. L'aristocratie ou-

vière constitue le principal soutien social de la bourgeoisie, des partis socialistes de droite, elle véhicule l'opportunisme et le réformisme au sein du mouvement ouvrier. V. Lénine soulignait que ce sont « de véritables agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, des commis ouvriers de la classe des capitalistes... » (V. LÉNINE : *Œuvres*, Paris-Moscou, t. 22, p. 210). Issue de la classe ouvrière, lui restant liée et possédant une certaine influence sur les masses, l'aristocratie ouvrière représente un grave danger pour le mouvement révolutionnaire des pays capitalistes. Aidées par les ouvriers embourgeoisés, les classes dominantes des pays capitalistes scindent l'unité de la classe ouvrière, corrompent sa conscience, affaiblissent ses positions. L'influence nuisible de l'aristocratie ouvrière se fait surtout sentir dans le mouvement ouvrier des Etats-Unis et de Grande-Bretagne. Sa formation est un indice de la putréfaction du capitalisme à son stade suprême, l'impérialisme. L'aggravation de la *\*crise générale du capitalisme\**, l'écroulement du système colonial, la croissance de la conscience de classe et de l'organisation des ouvriers, l'influence du mouvement communiste privent de plus en plus l'aristocratie ouvrière du soutien des masses.

ARMÉE INDUSTRIELLE DE RÉSERVE — voir *Chômage*, *Surpopulation relative*.

ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE ÉCHANGE (AELE) — groupement international monopoliste d'Etat des pays ouest-européens constitué en 1960 par la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, le Danemark, l'Autriche, la Suisse et le Portugal, afin de développer les échanges commerciaux réciproques en opposition au Marché commun (voir *Communauté économique européenne*). L'Islande y a adhéré en 1970. La Finlande en est devenue un membre associé en 1961.

En 1967, les membres de l'Association ont supprimé les droits de douane et les restrictions quantitatives dans leurs échanges de produits manufacturés. A la différence de la Communauté économique européenne, l'AELE n'envisageait pas de pratiquer une politique unique du commerce extérieur par rapport aux pays tiers, c'est-à-dire aux pays ne participant pas à l'Association, elle ne prévoyait pas la création d'une union économique et politique. La suppression des restrictions commerciales a favorisé l'accroissement des échanges entre les pays de l'AELE mais celle-ci n'a toutefois pas justifié les espoirs mis en elle. Alors que les échanges entre les pays de la CEE représentaient au début des années 70 près de la moitié du volume de leur commerce extérieur, ceux des pays de l'AELE n'en constituaient que le quart. Tout cela suscita une profonde crise au sein de cet organisme. En 1973, la Grande-Bretagne, principal pays participant, et le Danemark quittèrent l'AELE pour adhérer à la CEE, ce qui entraîna en fait la désagrégation de l'Association, bien qu'elle continue formellement à exister. Les pays restés dans l'Association furent obligés de signer un accord avec la CEE portant sur la création, à l'horizon 1984, d'une zone de libre échange des produits manufacturés.

AUTOMATISATION DE LA PRODUCTION — application des moyens techniques qui libèrent l'ouvrier de la participation directe au processus de production où les fonctions de commande des machines sont remplies par des appareils automatiques, l'ouvrier n'ayant plus qu'à observer et à contrôler le fonctionnement des machines, à les régler et à les réparer. Le premier degré en est l'automatisation partielle qui implique l'utilisation sporadique de machines semi-automatiques ou automatiques. Bien qu'elle assure une amélioration de la *\*productivité du travail\** et de la qualité des produits,

l'automatisation partielle n'exclut pas le travail manuel dans certaines opérations auxiliaires, l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée. Dans les conditions du *\*socialisme développé* s'effectue une transition planifiée vers l'automatisation intégrée de la production, c'est-à-dire l'emploi de systèmes automatiques au niveau de l'atelier ou de toute l'entreprise. L'usinage des pièces, leur transport, le contrôle technique et le réglage des processus technologiques, l'évacuation des déchets sont automatiques, c'est-à-dire réalisés sans intervention de l'ouvrier. En U.R.S.S. des systèmes automatiques de machines ont été mis en place dans nombre de secteurs industriels qui effectuent le cycle complet de la production. Ils fonctionnent à plein régime, assurent une productivité élevée du travail, une haute qualité des produits, une grande efficacité économique. L'automatisation intégrée de la production donne de très importants résultats sociaux, elle supprime le travail manuel non qualifié, assure de bonnes conditions de travail. Le niveau de connaissances générales et techniques des ouvriers travaillant dans la production automatisée est élevé, la nature de leur travail se rapproche de celui de l'ingénieur, acquiert un caractère créateur. La production automatisée implique une organisation et une rémunération du travail qui favorisent au plus haut point l'esprit de collectivité, l'étroite coopération et l'entraide des travailleurs. Dans la production socialiste, l'automatisation est le fondement matériel de la transformation graduelle du travail socialiste en travail communiste. A l'heure actuelle, l'utilisation de systèmes automatiques de machines est généralement combinée au *\*système automatisé de gestion* qui permet au moyen des ordinateurs de collecter et de traiter les données économiques, de résoudre les tâches complexes de la planification et de la gestion. Il favorise

l'optimisation de la planification et de l'utilisation des ressources matérielles, l'organisation du travail à des rythmes réguliers, la prise de décisions opportunes et efficaces en matière de gestion. L'automatisation de la production dans la société socialiste présente plusieurs avantages: elle s'effectue selon un plan, elle est dynamique et s'accompagne du plein emploi. L'automatisation intégrée dans les entreprises est le fondement de la *\*base matérielle et technique du communisme*. Sous le capitalisme, l'automatisation est un moyen d'aggraver l'exploitation des ouvriers, de tirer des bénéfices supplémentaires, elle entraîne une intensification extrême du travail, un accroissement du *\*chômage* et une aggravation des contradictions entre le travail et le capital.

**AUTONOMIE ÉCONOMIQUE DE DÉCISION DE L'ENTREPRISE SOCIALISTE** — droit octroyé par la société (l'Etat) à une entreprise de disposer des moyens qui lui sont assignés pour accomplir le plus efficacement possible ses tâches économiques principales: produire des articles de bonne qualité dans l'assortiment établi et dans les délais fixés. L'autonomie économique de décision est dictée par la nécessité de combiner la gestion centralisée avec l'initiative des éléments de base de la production sociale (voir *Centralisme démocratique dans la gestion économique*). Cette autonomie relative des entreprises d'Etat a pour base matérielle les moyens de production et financiers que l'Etat met à leur disposition. En outre, l'entreprise garde en partie la valeur du produit créé par le travail du collectif en vue d'étendre la production et de stimuler les travailleurs. C'est à partir des normes générales centralisées que l'entreprise organise le travail et la rémunération du travail: elle embauche le personnel, organise la formation professionnelle et l'emploi des ouvriers, établit les formes de rémunération du travail, les catégo-

ries de travaux et d'ouvriers, les formes de primes (voir *Salaires sous le socialisme*). Elle fixe les normes de production par ouvrier, dépense les fonds de stimulation matérielle, de programmes socio-culturels et de construction locative (voir *Fonds de stimulation économique*), règle les problèmes d'approvisionnement matériel et technique et l'écoulement des produits, s'occupe des questions financières dans le cadre de ses activités productives, entre en contact avec d'autres entreprises et organisations, organismes financiers et bancaires. A l'échelle de l'entreprise, on procède à la comptabilisation des dépenses de travail et de moyens matériels et financiers, des résultats de l'activité économique, on établit des bilans comptables. Elles jouissent des droits de la personne morale, ont un compte en banque. Les relations des entreprises entre elles et avec d'autres organisations sont réglées par la législation économique. L'autonomie économique se réalise dans l'intérêt de toute la société et vise à accomplir le plan d'Etat unique. La création de grands groupements de production facilite l'activité économique et renforce l'*\*autonomie financière* dans l'élément de base de la gestion. L'autonomie des kolkhozes est déterminée par les particularités de la *\*propriété kolkhozienne-coopérative*. Ils résolvent indépendamment les principales questions de leur activité. Néanmoins, les kolkhozes sont étroitement liés à l'ensemble des intérêts nationaux. Cela se traduit par l'aide énorme que l'Etat socialiste accorde aux kolkhozes et autres coopératives, dans la mise en œuvre des acquis du *\*progrès scientifique et technique*, par l'action centralisée du plan sur le développement de la production agricole. La socialisation croissante de la production resserre le lien étroit entre l'initiative des entreprises et le centralisme dans la direction de l'économie. Les larges droits dont bénéficient les collectifs pour gérer leurs entreprises sont con-

sacrés dans la Constitution de l'U.R.S.S. Etant la cellule économique de base du socialisme, le collectif de travailleurs planifie la production et le développement social de l'entreprise, la formation et la répartition des cadres, participe à la discussion des problèmes de gestion, à l'amélioration des conditions de travail et de la vie, à l'utilisation des moyens destinés à l'essor de la production, aux programmes socio-culturels et à la stimulation matérielle. Les collectifs de travailleurs développent l'*\*émulation socialiste*, contribuent à diffuser les méthodes novatrices de travail, à renforcer la discipline, ils éduquent leurs membres dans l'esprit de la morale communiste (voir aussi *Collectif de travailleurs*). Les mesures prises conformément à l'arrêté du C.C. du P.C.U.S. et du Conseil des ministres de l'U.R.S.S. (12 juillet 1979) sur le perfectionnement du mécanisme économique visent à améliorer la coordination des intérêts de l'économie nationale avec ceux des collectifs de travailleurs. Le rôle des indices matériels dans la planification de la production et dans l'appréciation de l'activité de chaque collectif augmente. Une méthode normative pour planifier la production nette est mise sur pied. Elle montre l'apport de chaque collectif de production au résultat économique final. La réalisation des plans de fournitures des produits, l'augmentation de la *\*productivité du travail*, la part de la production de qualité supérieure, l'accroissement des bénéfices, deviennent des indices majeurs de la formation des fonds. Des indices stables et des normes économiques générales à long terme permettent aux collectifs de travailleurs d'utiliser efficacement les ressources dans l'intérêt du plan.

AUTONOMIE FINANCIÈRE (KHOZRASTCHET) — en tant que catégorie économique du socialisme, système de rapports entre la société dans son ensemble et les agents éco-

nomiques (entreprises, groupements), entre ces agents économiques eux-mêmes, ainsi qu'en leur sein (entre les subdivisions), en ce qui concerne les dépenses de travail socialement nécessaire et la répartition du revenu net des entreprises. Ces rapports réalisent l'unité des intérêts du collectif de travail et de la société (voir *Intérêts matériels économiques*), garantissent l'organisation planifiée de l'économie nationale avec l'utilisation des rapports marchandise-monnaie, suscitent l'intéressement matériel des entreprises dans l'exécution des plans de l'Etat, stimulent la croissance de la production et l'accumulation socialiste avec le moins de dépenses de travail possible. Les rapports d'autonomie financière expriment la nécessité objective de garantir avec le maximum d'efficacité le processus de reproduction au niveau des entreprises en étroite liaison avec la reproduction sociale. L'autonomie financière signifie que les entreprises récupèrent elles-mêmes les frais de production, sous le contrôle de l'Etat, lors de l'exécution des plans de production et de réalisation de la production. Grâce aux revenus tirés de la vente de la production les entreprises couvrent leurs dépenses engagées pour acquérir des matières premières et des matériaux, pour compenser la partie consommée des *\*fonds fixes de production*, pour rétribuer les ouvriers et les employés, etc.; elles obtiennent ainsi un excédent des actifs sur les passifs, donc des bénéfices. Le montant des revenus est déterminé par la somme des *\*prix* de la production réalisée. Les entreprises qui fonctionnent dans la sphère de la circulation reçoivent à titre de revenus une partie de la *\*valeur* créée dans la production matérielle et dans les processus qui sont le prolongement de la production dans la sphère de la circulation. Dans l'ensemble, le montant des revenus dépend de la valeur de la production effectivement fabriquée et réalisée. Une grande partie du *\*surproduit* est

concentrée dans les fonds sociaux centralisés, les entreprises fonctionnant en autonomie financière n'obtiennent pas toute la valeur de leur production car une partie en est déduite et remise directement à la disposition de l'Etat. De telles modalités régularisant les rentrées de ressources assurent la compensation des frais conformément aux normes socialement nécessaires de dépenses de matières premières, de matériaux et de temps de travail. A mesure que celles-ci diminuent il se crée des conditions pour réduire les prix de façon planifiée. La vente de la production à sa valeur incite les entreprises à restreindre les frais, à économiser le travail vivant et matérialisé, à accroître la productivité du travail social, à introduire des techniques nouvelles et des formes inédites dans l'organisation du travail, à lutter contre les différentes déperditions dans les processus de production et de circulation. Le *\*calcul interne de la production* qui exprime les rapports entre l'entreprise et ses subdivisions, joue un grand rôle dans le système des rapports d'autonomie financière. La nature de cette forme réside dans la comparaison des dépenses engagées pour un volume donné de travaux avec les normes prévues dans les plans de l'entreprise et l'encouragement matériel des travailleurs pour l'économie obtenue. L'autonomie financière se distingue fondamentalement du calcul commercial capitaliste, fondé sur l'exploitation du travail, et dont le but est d'obtenir un maximum de profit avec un minimum de dépenses de capital. L'objectif de l'autonomie financière est de garantir la croissance continue de la production sociale et, sur cette base, de satisfaire pleinement les besoins matériels et culturels croissants des travailleurs. L'Etat socialiste organise l'autonomie financière en consacrant par la loi les rapports d'autonomie financière dans des actes juridiques et administratifs, en les utilisant dans la

direction planifiée de l'activité des entreprises. Ainsi, l'autonomie financière apparaît comme une méthode de gestion planifiée de l'économie socialiste. Les principes fondamentaux de l'organisation de l'autonomie financière sont les suivants: 1) l'autonomie des entreprises socialistes sur le plan des activités économiques courantes; 2) l'intéressement et la responsabilité matériels; 3) le *\*contrôle monétaire*. L'activité des entreprises repose sur les plans courants et à long terme (voir *Planification courante; Planification à long terme*). Les rapports d'autonomie financière sont liés au système d'indices caractérisant l'activité des entreprises. Ceux-ci permettent d'apprécier l'activité des collectifs dans le travail commun, organisé de façon planifié, de juger de l'efficacité et de la qualité de leur travail, d'unir leurs intérêts à ceux de toute la société. Les indices finals ont une importance particulière. En se fondant sur les normes établies de façon centralisée, les entreprises d'Etat organisent le travail, le rétribuent, dépensent les *\*fonds de stimulation économique*, règlent les questions de l'approvisionnement matériel et technique, assurent l'administration financière, etc. Les entreprises sont des personnes morales: elles ont un compte courant en banque, ont le droit d'obtenir un crédit, de conclure des contrats économiques, de dresser des bilans comptables. En couvrant leurs frais de production, leurs dépenses par leurs propres ressources, les entreprises peuvent satisfaire leurs intérêts matériels. Les revenus tirés de la vente de la production sont la source qui permet non seulement de couvrir les dépenses de l'entreprise, mais aussi de constituer des bénéfices et de former des fonds de stimulation économique. Le montant de ces fonds dans les entreprises industrielles dépend de l'exécution du plan de fourniture de la production suivant la nomenclature et dans les délais inscrits dans les contrats conclus, de l'élévation de la

productivité du travail, de l'amélioration de la qualité de la production et de la croissance du profit (dans certaines branches de la diminution du *\*prix de revient*). Une entreprise qui fonctionne en autonomie financière est entièrement responsable devant la société pour l'exécution des tâches du plan, des contrats économiques, pour la qualité de la production, l'utilisation rationnelle des ressources, l'exécution des engagements financiers devant l'Etat et le respect des normes législatives. Le contrôle monétaire de l'activité des entreprises fonctionnant en autonomie financière est réalisé sous des formes différentes. En établissant un lien entre les dépenses et les recettes des entreprises, la société contrôle ainsi les dépenses de travail et de moyens de production, l'exécution du plan concernant le volume et l'assortiment de la production, l'élévation de la productivité du travail, l'amélioration de la qualité de la production et d'autres indices. Les entreprises exercent également un contrôle monétaire mutuel qui repose sur l'exécution des contrats économiques concernant la qualité, l'assortiment, la nomenclature, etc. Les organismes financiers et de crédit veillent à ce que les entreprises possèdent les moyens nécessaires et les utilisent correctement, à ce qu'elles réalisent en temps opportun les engagements contractés envers le système des finances et de crédit. A l'étape du socialisme développé, le rôle de l'autonomie financière augmente. Les grandes orientations du perfectionnement du mécanisme économique ayant un rapport direct avec l'autonomie financière sont les suivantes: le renforcement du *\*centralisme démocratique dans la gestion de l'économie*; l'élévation du niveau scientifique de la planification, l'orientation de la planification vers les résultats économiques finals; l'utilisation plus complète des leviers et stimulants économiques (bénéfices, prix, primes); le perfectionnement de la structure organisation-